Études internationales

Eisenstadt, S.N., Roniger, L. Seligman, A. *Centre Formation, Protests, Movements and Class Structure in Europe & the United States*. London (Engl.), Frances Pinter Publishers, 1987, 191 p.

Pierre-André Tremblay

Volume 20, numéro 3, 1989

Les études stratégiques : où en sommes-nous?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702551ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702551ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, P.-A. (1989). Compte rendu de [Eisenstadt, S.N., Roniger, L. Seligman, A. *Centre Formation, Protests, Movements and Class Structure in Europe & the United States*. London (Engl.), Frances Pinter Publishers, 1987, 191 p.] *Études internationales*, 20(3), 721–722. <https://doi.org/10.7202/702551ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

EISENSTADT, S.N., RONIGER, L., SELIGMAN, A. *Centre Formation, Protest, Movements and Class Structure in Europe & the United States*. London (Engl.), Frances Pinter Publishers, 1987, 191p.

Le titre de cet ouvrage donne assez précisément une idée de son contenu. Les auteurs mettent l'accent sur les rapports centre-périphérie, termes dont la définition est sociale plus que spatiale et ressemble étroitement à celle qu'en donnait E. Shils il y a longtemps déjà. Ces rapports sont étudiés selon deux angles d'approche principaux. Le premier porte sur les orientations culturelles des sociétés étudiées, ce que les auteurs appellent aussi les symboles ou les valeurs. Le second angle est celui des producteurs de ces orientations: ce qu'on pourrait appeler les intellectuels, bien que les auteurs préfèrent en général parler d'élites. On reconnaîtra là les dimensions principales de « l'approche civilisationnelle » développée par S. Eisenstadt dans ses nombreux ouvrages.

Cette perspective méthodologique est appliquée à deux ordres de problèmes. La première partie traite de la constitution des centres politico-idéologiques et de la façon dont ils intègrent les divers mouvements de protestation. Les cas traités sont la formation de l'État français, la participation politique dans le procès d'unification nationale de l'Europe du Sud, la comparaison des destins différents des mouvements étudiants en Angleterre et en Italie, et l'incapacité du mouvement socia-

liste à se développer aux États-Unis. Dans ces diverses études, les auteurs insistent sur le fait que l'échec des mouvements de protestation est avant tout dû à leur inaptitude à développer une culture, des symboles, une vision du monde, bref, des valeurs et des idéologies qui soient à la fois suffisamment en prise sur le réel pour être pertinentes et suffisamment en opposition à l'ordre social pour être irrécupérables. Il semble que les « élites » intellectuelles soient les principales responsables de cet échec: ou bien les élites protestataires n'avaient pas le calibre nécessaire, ou bien les élites du centre ont su formuler des symboles souples et adaptables à souhait.

Le deuxième ordre d'interrogation porte sur les rapports entre les centres et la stratification sociale. Plus courte que la première, cette section ne considère que les États-Unis et l'Europe du Sud. Chacun de ces « cas » sert à vérifier l'impact qu'a eu, sur les hiérarchies sociales, l'échelle des valeurs des sociétés en question.

La lecture des huit chapitres qui composent ce livre est déroutante, car ils sont à la fois subtils et complexes dans leur présentation théorique (principalement faite par Eisenstadt lui-même dans les chapitres qui ouvrent chaque section) et simplistes dans leurs applications empiriques. En effet, qui croira que les valeurs soient constitutrices de l'ordre social? Après vingt ans d'études de la « mobilisation des ressources » par les mouvements sociaux, qui s'imaginera encore que tout se joue dans l'idéologie? Après tant de travaux post-fonctionnalistes sur la division en classes, qui acceptera que les symboles soient l'axe fondamental de la stratification? Nul doute qu'une telle affirmation plaise à des professeurs, mais qui peut sérieusement croire que les « élites » intellectuelles sont vraiment les personnages « centraux » de l'évolution et du changement social?

Le plus surprenant de ce livre, c'est que la théorie sociologique du dernier quart de siècle ne semble pas avoir eu d'impact sur lui. Ce serait trop dire que de la présenter comme du néo-fonctionnalisme, car il semble directement issu des années cinquante. Cela seul peut expliquer des affirmations sur l'« ouverture » de la société américaine et la mobilité quasi totale et libre des citoyens (p. 173), ou sur la potentialité non contrainte (*unrestricted*) des citoyens américains à participer au centre (p. 108). Semblables affirmations, si on tient à les prendre au sérieux, nous ramènent tout droit aux textes que S.M. Lipset écrivait il y a trente ans. Mais même lui n'oserait plus écrire que le système politique américain a pu lutter contre le socialisme à cause de sa capacité à se réorienter lui-même vers les demandes socialistes et à les incorporer à ses programmes (p. 91).

Il faut sans doute beaucoup d'humour pour publier en 1987 des phrases qui semblent issues de la Guerre froide. Il est probable qu'on en apprendra plus en allant consulter les versions originales.

Pierre-André TREMBLAY

Département des Sciences Humaines
Université du Québec à Chicoutimi

KEPEL, Gilles. *Les banlieues de l'Islam: Naissance d'une religion en France*. Paris, Éditions du Seuil, 1987, 423p.

Le point de départ de l'enquête réside dans la constatation d'un regain de vitalité de l'Islam en France, comme en témoigne l'impressionnante multiplication des lieux de culte et des associations islamiques au cours de la décennie 1970-1980. La France, où l'Islam est la deuxième religion du pays, compte en effet aujourd'hui plus de 1 000 mosquées et salles de prière et environ 600 associations culturelles alors qu'il

n'y en avait pas plus d'une dizaine vers 1970. Cette vive poussée en si peu de temps pourrait surprendre d'autant plus qu'au cours de la même période, on assiste à une stagnation du nombre total des musulmans résidant en France, en raison d'une quasi-fermeture des frontières à l'immigration. Mais les immigrés en situation régulière ont tendance à se « sédentariser » en France, les retours périodiques au pays sont plus rares, car on craint de compromettre une situation devenue privilégiée. À l'immigration temporaire d'ailleurs succède un exode souvent définitif dans un milieu radicalement différent du milieu d'origine. C'est par réaction contre ce sentiment de panique du dépaysement que se développe chez l'immigré une prise de conscience de son identité islamique avec toutes ses exigences culturelles et religieuses. On aurait tort cependant de réduire les causes de ce réveil religieux à la seule psychose de l'exil. Le phénomène est beaucoup plus largement répandu et se manifeste dans tous les pays musulmans.

Pour analyser l'essor de l'Islam en France, l'auteur a d'abord procédé à une enquête auprès d'un échantillonnage de la population musulmane établi selon le niveau d'éducation et d'intégration dans la société française. Dans la quasi-totalité des cas les personnes interrogées se déclarent soucieuses de préserver leur identité et leur fidélité à l'Islam. C'est à l'étude de la satisfaction de cette « demande d'Islam » que se consacre l'essentiel de l'ouvrage. Il est d'abord question des besoins en lieux de culte; une place particulière revient à la mosquée de Paris, la plus ancienne en France, mais qui fut trop liée à la politique coloniale de la III^{ème} République pour ne pas souffrir de discrédit auprès des immigrés. C'est pendant ces années du boycott de la mosquée de Paris qu'on assiste, surtout après 1970, à l'éclosion d'un nombre considérable de nouveaux lieux de culte à Paris (mosquée de Belleville, mosquée Sta-